

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUILLET 1919.

Projet de loi

concernant la déchéance de la qualité de Belge et l'interdiction de certains droits civils et politiques.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La loyale attitude de notre pays dans la grande guerre qui a ensanglanté l'Europe et sa courageuse résistance à la plus injuste des agressions ont fait du nom de Belge un véritable titre d'honneur. Attentifs à ne laisser porter aucune atteinte à un prestige aussi chèrement acheté, nous croyons qu'il est prudent d'armer le pouvoir judiciaire des sanctions nécessaires à l'égard de ceux, — si rares qu'ils soient — qui, par leur indignité, se seraient en quelque sorte mis eux-mêmes en dehors de notre communauté nationale.

Ces sanctions seront de deux sortes : la déchéance de la qualité de Belge et la privation de certains droits civils et politiques.

La déchéance de la nationalité n'est pas une innovation dans notre législation civile. En effet, la loi du 8 juin 1909 prévoit déjà, par son article 11, que celui qui acquiert volontairement une nationalité étrangère perd la qualité de Belge. Bien plus, jusqu'en 1863, tout Belge qui, sans l'autorisation du Roi, prenait du service militaire chez l'étranger ou s'affiliait à une Compagnie militaire étrangère, perdait la qualité de Belge. Cette disposition, inscrite dans l'article 21 du Code Napoléon, fut abrogée chez nous par la loi du 21 juin 1863, qui intervint à l'occasion de l'expédition du Mexique. L'exposé des motifs de cette loi faisait valoir que « Considérée au point de vue des devoirs que nous impose notre neutralité, cette disposition, en permettant au pouvoir royal d'autoriser le » Belges à servir l'étranger, créait souvent pour le Gouvernement des situations » difficiles et délicates en le plaçant entre le désir de ne pas contrarier, en certains cas, des aspirations qui pouvaient être très légitimes et la crainte de s'exposer, en les favorisant, au reproche de méconnaître le principe de notre neutralité. »

Dans l'économie du projet de loi, la sanction de la déchéance s'applique avec plus de rigueur aux Belges par nationalisation et aux Belges par l'effet de la loi qu'aux Belges par naissance. En effet, ce n'est qu'à un acte spécial du pouvoir législatif que les naturalisés doivent d'avoir obtenu la faveur de la nationalité belge. Si certains d'entre eux, après avoir sollicité et obtenu cette faveur, ont ensuite volontairement prêté assistance à une puissance ennemie, en vue ou à l'occasion de la guerre, n'ont-ils pas donné la preuve qu'ils étaient indignes du privilège dont ils avaient bénéficié, et ne serait-ce pas faire en quelque sorte injure à la Nation que de leur conserver un titre qu'ils ont si impudemment méconnu? Il leur sera loisible de renouer des liens avec leur patrie d'origine. Mais la Belgique ne pourrait les conserver plus longtemps au rang de ses enfants d'adoption.

Quant aux Belges par l'effet de la loi, — et il faut comprendre sous cette dénomination non seulement ceux qui ont fait une option de patrie en faveur de la Belgique, mais encore ceux qui, à un moment donné, bénéficiant de l'une ou de l'autre disposition de loi, ont acquis de plein droit la qualité de Belge, — il est légitime de les assimiler aux naturalisés, puisqu'ils sont, comme ceux-ci, des étrangers devenus Belges. Si, au cours de la guerre, ils ont trahi leur patrie d'adoption, il est juste qu'ils en soient punis par la déchéance de la nationalité belge. Le Gouvernement se réserve au surplus de déposer un projet de loi spécial réglant la question des options de patrie par des sujets de nationalité ennemie.

En ce qui concerne les Belges par naissance, le projet ne prévoit à leur égard la déchéance de la nationalité que dans des cas exceptionnels : 1° s'ils ont volontairement conservé, recouvré ou acquis la nationalité d'une puissance ennemie ; 2° s'ils ont volontairement pris les armes contre la Belgique ou ses alliés. Toute autre assistance qu'ils auraient volontairement prêtée à une Puissance ennemie n'entraînera pas pour eux la déchéance, mais les exposera à une autre sanction : les tribunaux pourront, suivant l'étendue et la gravité de leur faute et sans préjudice de l'application de la loi pénale, s'il y a lieu, prononcer à leur égard l'interdiction, pour un temps dont ils fixeront la durée, de tout ou partie des droits énumérés à l'article 31 du Code pénal belge de 1867, c'est-à-dire du droit :

- 1° De remplir des fonctions, emplois ou offices publics ;
- 2° De vote, d'élection, d'éligibilité ;
- 3° De porter aucune décoration, aucun titre de noblesse ;
- 4° D'être juré, expert, témoin instrumentaire ou certificateur dans les actes ; de déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements ;
- 5° De faire partie d'aucun conseil de famille, d'être appelé aux fonctions de tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, si ce n'est de leurs enfants et sur l'avis conforme du conseil de famille ; comme aussi de remplir les fonctions de conseil judiciaire ou d'administrateur provisoire ;
- 6° De port d'armes, de faire partie de la garde civique ou de servir dans l'armée.

En réservant aux tribunaux le droit de prononcer la déchéance et l'interdiction des droits énumérés à l'article 31 du Code pénal de 1867, le projet supprime toute possibilité arbitraire et garantit l'examen contradictoire des faits et des intentions. En écartant la procédure d'opposition, en réduisant les délais d'appel et de

cassation, il évite le malaise qui peut résulter en ces matières de la longueur des procès et assure une prompte et définitive justice. D'autre part, il convenait de ne pas permettre que des poursuites en déchéance fussent intentées longtemps après que la guerre aura pris fin. C'eût été laisser peser sur certaines situations personnelles une incertitude indéfinie. C'est ce qui justifie le terme de trois années, après lequel l'action ne pourra plus être intentée.

En principe, la déchéance est individuelle. Toutefois, les circonstances peuvent déterminer les juges, lorsque la femme et les enfants auront été régulièrement mis en cause, à étendre la mesure prise contre leur époux et leur père. Si les tribunaux n'ont pas cru devoir recourir à cette extension, des motifs d'équité et le souci de ménager l'unité de la famille doivent faire envisager le cas où la femme et les enfants voudraient suivre le sort du chef de la famille. Le projet prévoit qu'il leur sera permis de décliner la nationalité belge dans le délai d'un an à partir de la décision définitive ou, s'ils sont mineurs à ce moment, à partir de leur majorité. Des considérations de la même nature doivent faire admettre qu'il sera permis aux enfants mineurs de renoncer dès l'âge de 18 ans accomplis au bénéfice de la nationalité perdue par leur père.

Faut-il ajouter qu'une des conséquences de la législation nouvelle sera de soumettre les individus qui auront perdu la qualité de Belge, à l'application des dispositions concernant les étrangers? Exclus de la communauté nationale, ils ne pourront plus en revendiquer les avantages. Le Gouvernement pourra leur interdire telle résidence, leur en fixer telle autre et, sans aucune condition, le expulser du Royaume.

A cet égard, il y a lieu de remarquer que, lorsque l'arrêté de démobilisation de l'armée aura mis fin à l'application de l'arrêté-loi du 12 octobre 1918, les déchus se trouveront placés, par l'effet de l'article 8, dans une situation moins favorable que les autres étrangers. En effet, contrairement à ceux-ci, ils ne pourront invoquer ni l'article 1^{er} ni l'article 2 de la loi du 12 février 1897, tandis que les articles 3, 4 et 6 de cette loi leur seront applicables.

Celui qui aura encouru la déchéance ne pourra acquérir ou recouvrer la nationalité belge par l'effet des articles 7, 8, 9 et 13 de la loi du 8 juin 1909. Il importe, en effet, de ne pas lui permettre de rendre vaine la condamnation qui l'a atteint. D'autre part, il convient, croyons-nous, de réserver le droit du pouvoir législatif pour le cas, — assurément exceptionnel, — où celui qui a été déchu de la qualité de Belge aurait donné des preuves si décisives de son amendement que la Nation ne se refuserait pas à l'admettre à nouveau dans ses rangs. Cette disposition constitue aussi une garantie éventuelle pour la victime indirecte d'une faute de lèse-patriotisme qui voudra séparer son sort de celui du chef de famille qui l'aura entraînée dans sa déchéance. En de telles occurrences, il appartiendra au pouvoir législatif, et à lui seul, de réintégrer les requérants dans la qualité de Belge par les voies ordinaires de la naturalisation.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.



PROJET DE LOI

concernant la déchéance de la qualité de Belge et l'interdiction de certains droits civils et politiques.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont déclarés déchus de la qualité de Belge, par l'autorité judiciaire, sans préjudice de l'application de la loi pénale s'il y a lieu :

1° Les Belges par naturalisation et les Belges par l'effet de la loi qui ont volontairement :

a) conservé, recouvré ou acquis la nationalité d'une puissance ennemie;

b) porté les armes contre la Belgique ou ses Alliés ou qui se sont soustraits à leurs obligations militaires en Belgique;

WETSONTWERP

betreffende de vervallenverklaring van den staat van Belg en de ontzetting van zekere burgerlijke en politieke rechten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Van den staat van Belg worden door de rechterlijke overheid, onverminderd, zoo daartoe termen zijn, de toepassing der strafwet, vervallen verklaard :

1° Zij die door naturalisatie of krachtens de wet Belg zijnde, vrijwillig :

a) de nationaliteit van een vijandigen staat hebben behouden, terugverkregen of verworven;

b) tegen België of diens Bondgenooten de wapens hebben opgenomen of zich in België aan hun militaire verplichtingen hebben onttrokken;

c) prêté assistance à une puissance ennemie en vue ou à l'occasion de la guerre.

2° Les Belges par naissance qui ont volontairement :

a) conservé, recouvré ou acquis la nationalité d'une puissance ennemie ;

b) porté les armes contre la Belgique ou ses Alliés.

ART. 2.

La déchéance de la qualité de Belge emporte de plein droit privation à perpétuité du droit :

1° de remplir des fonctions, emplois ou offices publics ;

2° de vote, d'élection, d'éligibilité ;

3° de porter aucune décoration, aucun titre de noblesse ;

4° d'être juré, expert, témoin instrumentaire ou certificateur dans les actes ; de déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements ;

5° de faire partie d'aucun conseil de famille, d'être appelé aux fonctions de tuteur ou curateur ou subrogé-tuteur si ce n'est de leurs enfants et sur l'avis conforme du conseil de famille, comme aussi de remplir les fonctions de conseil judiciaire ou d'administrateur provisoire ;

6° de port d'armes, de faire partie de la garde civique ou de servir dans l'armée.

ART. 5.

Peuvent, suivant la gravité des cas, être privés, perpétuellement ou pour une durée limitée qui ne sera pas inférieure à dix ans, de tout ou partie des droits énumérés à l'article qui

c) aan een vijandelijke mogendheid met het oog op of ter gelegendheid van den oorlog hulp hebben verleend.

2° De Belgen door geboorte die vrijwillig :

a) de nationaliteit van een vijandelijk staat hebben behouden, terug verkregen of verworven ;

b) tegen België of diens Bondgenooten de wapens hebben opgenomen.

ART. 2.

Hij die van den staat van Belg is vervallen verklaard verliest van rechtswege en levenslang het recht :

1° om openbare ambten, betrekkingen of bedieningen te vervullen ;

2° om te stemmen, te kiezen, gekozen te worden ;

3° om eenig ordeteeken of eenigen adellijken titel te dragen ;

4° om gezworene, deskundige, werkend of bevestigend getuige in akten te zijn ; om in rechte te getuigen, anders dan om er enkele inlichtingen te geven ;

5° om deel uit te maken van eenigen familieraad, om geroepen te worden tot de bediening van voogd, toeziend voogd of curator, tenzij over hunne eigen kinderen en op het eensluidend gevoelen van den familieraad ; alsook om de bedieningen van gerechtelijk raadsman of voorloopig beheerder te vervullen ;

6° om wapens te dragen, om deel uit te maken van de burgerwacht of te dienen in het leger.

ART. 3.

Kunnen, volgens de gewichtheid der gevallen, voor immer of voor een bepaalden tijd die niet minder mag zijn dan tien jaar, worden ontzet van alle of van een deel der in het vorig

précède, les Belges par naissance qui ont volontairement prêté assistance à une puissance ennemie en vue ou à l'occasion de la guerre.

ART. 4.

La déchéance est personnelle à celui qui l'a encourue. Toutefois elle peut, selon les circonstances, être étendue à la femme et aux enfants régulièrement mis en cause, soit par la même décision, soit par une décision ultérieure rendue dans les mêmes formes.

ART. 5.

La femme peut décliner la nationalité belge dans le délai d'un an à partir du jour où la décision portant déchéance de cette nationalité à l'égard du mari est devenue définitive. Si elle est mineure, le délai ne commencera à courir qu'à partir de sa majorité.

ART. 6.

La même faculté est reconnue aux enfants dans le même délai courant à partir de leur majorité. Les enfants mineurs seront admis à décliner la nationalité belge dès l'âge de 18 ans accomplis dans les conditions prévues par l'article 14 de la loi du 8 juin 1909.

ART. 7.

Les renoncements de nationalité sont faites conformément à l'article 15 de la loi du 8 juin 1909.

ART. 8.

Toute personne déchue de la nationalité belge peut sans autre condition

artikel opgesomde rechten, de Belgen door geboorte, die aan een vijandelijk staat vrijwillig hulp hebben verleend, met het oog op of ter gelegenheid van den oorlog.

ART. 4.

De vervallenverklaring treft alleen den persoon die haar oploopt. Zij kan nochtans naar omstandigheden worden uitgebreid tot de vrouw en de kinderen die, hetzij door dezelfde beslissing, hetzij door eene latere beslissing, in denzelfden vorm uitgesproken, regelmatig in de zaak betrokken werden.

ART. 5.

De vrouw kan de Belgische nationaliteit afwijzen binnen het jaar ingaande met den dag waarop de beslissing tot vervallenverklaring van deze nationaliteit ten aanzien van den echtgenoot onherroepelijk is, geworden. Indien zij minderjarig is, gaat die termijn eerst met hare meerderjarigheid in.

ART. 6.

Hetzelfde recht is aan de kinderen toegekend binnen denzelfden tijd ingaande met hunne meerderjarigheid. Aan de minderjarige kinderen is toegestaan, zoodra zij ten volle 18 jaar oud zijn, de Belgische nationaliteit af te wijzen in de voorwaarden voorzien bij artikel 14 der wet van 8 Juni 1909.

ART. 7.

Verzaking aan nationaliteit geschiedt overeenkomstig artikel 15 van de wet van 8 Juni 1909.

ART. 8.

Elke persoon, die van de Belgische nationaliteit vervallen werd verklaard,

être contrainte par le Gouvernement de s'éloigner d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu déterminé ou même de sortir du Royaume. Les articles 3, 4 et 6 de la loi du 12 février 1897 sur les étrangers lui sont applicables.

ART. 9.

Celui qui a encouru la déchéance ne peut recouvrer la qualité de Belge que par la naturalisation.

ART. 10.

La déchéance et la privation de tout ou partie des droits énumérés à l'article 2 sont prononcées par le Tribunal civil de première instance du domicile de l'intéressé ou, à défaut de domicile actuel connu, de son dernier domicile ou de sa résidence.

ART. 11.

La poursuite est intentée d'office par le Procureur du Roi.

ART. 12.

La procédure se fait en chambre du Conseil. Elle a lieu comme en matière sommaire, le ministère d'un avoué étant facultatif pour l'intéressé. Les preuves qui seront ordonnées par jugement se font suivant les règles établies en matière correctionnelle.

ART. 13.

Les jugements sont prononcés à l'audience publique. Ils sont signifiés

kan, zonder eenige andere voorwaarde, door de Regeering worden gedwongen zich van eene zekere plaats te verwijderen, in eene bepaalde plaats verblijf te houden en zelfs het rijk te verlaten. De artikelen 3, 4 en 6 der wet van 12 Februari 1897 betreffende de vreemdelingen, zijn op hem toepasselijk.

ART. 9.

Hij die de vervallenverklaring heeft opgelopen kan alleen door naturalisatie den staat van Belg terugbekomen.

ART. 10.

Over de vervallenverklaring en de ontzetting van alle of van zekere in artikel 2 opgesomde rechten wordt uitspraak gedaan door de burgerlijke rechtbank van eersten aanleg van de woonplaats van den betrokkene of, bij gebrek aan bekende woonplaats op het oogenblik van het geding, van diens laatste woonplaats of diens verblijfplaats.

ART. 11.

De vervolging wordt van ambtswege door den Procureur des Konings ingesteld.

ART. 12.

De rechtspleging heeft plaats in de Raadkamer. Zij geschiedt zooals in summier zaken, de betrokkene hebbende het recht zich al dan niet door een pleitbezorger te doen bijstaan. Het bewijs, bij vonnis te gelasten, wordt bijgebracht volgens de in boetstraffelijke zaken voorgeschreven regelen.

ART. 13.

De vonnissen worden in openbare terechtzitting uitgesproken. Zij wor-

à la requête du Procureur du Roi. Ils ne sont pas susceptibles d'opposition.

ART. 14.

L'appel est ouvert à l'intéressé et au ministère public contre le jugement définitif.

ART. 15.

L'appel de l'intéressé est notifié, dans le mois de la signification du jugement, au ministère public près la Cour qui doit connaître de l'appel; ce délai est augmenté de deux mois si l'intéressé réside à l'étranger. L'appel du ministère public près le tribunal qui a rendu le jugement est notifié dans le mois de la prononciation.

ART. 16.

L'arrêt est signifié à la requête du ministère public. Le pourvoi en cassation est formé contre l'arrêt définitif et suivant les règles établies en matière civile, mais dans les délais fixés par l'article 15 de la présente loi.

ART. 17.

Les décisions définitives sont publiées par extrait au *Moniteur belge*.

Il en est aussi fait mention en marge de chacun des doubles du registre spécial contenant soit le procès-verbal d'acceptation de naturalisation, soit le procès-verbal de déclaration de nationalité.

den beteekend op de vordering van den Procureur des Konings. Zij zijn niet vatbaar voor verzet.

ART. 14.

De betrokkene en het openbaar ministerie kunnen tegen het eindvonnis in hooger beroep komen.

ART. 15.

Gaat de betrokkene in hooger beroep, dan wordt dit binnen eene maand na de beteekening van het vonnis bekend gemaakt aan het Openbaar ministerie bij het Hof dat van het hooger beroep kennis moet nemen; verblijft de betrokkene in het buitenland, dan wordt die termijn met twee maanden verlengd. Wordt het hooger beroep ingesteld door het Openbaar ministerie bij de rechtbank die het vonnis uitsprak, dan wordt dit binnen eene maand na de uitspraak bekend gemaakt.

ART. 16.

Het arrest wordt beteekend op de vordering van het Openbaar ministerie. Voorziening in cassatie wordt tegen het eindarrest ingesteld volgens de in burgerlijke zaken voorgeschreven regelen, maar binnen de bij artikel 15 dezer wet bepaalde termijnen.

ART. 17.

De eindbeslissing wordt bij uittreksel in het *Staatsblad* openbaar gemaakt.

Zij wordt eveneens vermeld op den rand van elk exemplaar van het duplo gehouden bijzonder register bevattende hetzij het proces-verbaal van aanvaarding der naturalisatie, hetzij het proces-verbaal van nationaliteitsverklaring.

ART. 18.

Nulle action basée sur la présente loi ne pourra être introduite plus de trois ans après la publication de celle-ci.

Donné à Bruxelles, le 28 juin 1919.

ART. 18.

Geen rechtsvordering op grond van deze wet kan nog ingesteld worden drie jaar na de afkondiging der wet.

Gegeven te Brussel, den 28ⁿ Juni 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

EMILE VANDERVELDE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JULI 1919.

Wetsontwerp

betreffende de vervallenverklaring van den staat van Belg en de ontzetting van zekere burgerlijke en politieke rechten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De loyale houding van ons land in den grooten oorlog, die Europa heeft geteisterd, en de moedige weerstand die het aan den onrechtvaardigsten der aanvallen heeft geboden, hebben den naam « Belg » tot een waren eeretitel gemaakt. In onze bezorgdheid om op een zoo duur gekocht aanzien niet de minste smet te laten werpen, houden wij het voor voorzichtig de rechterlijke macht met de noodige sanctiën te wapenen, tegenover degenen — die hoe gering in aantal ook — door hun onwaardig gedrag zich om zoo te zeggen zelf buiten onze nationale gemeenschap zouden hebben geplaatst.

Deze sanctiën zijn van tweeërlei aard : de vervallenverklaring van den staat van Belg en de ontzetting uit zekere burgerlijke en politieke rechten.

De vervallenverklaring van de nationaliteit is geene nieuwigheid in onze burgerlijke wetgeving. De wet van 8 Juni 1909 voorziet inderdaad, in haar artikel 14, dat hij, die vrijwillig een vreemde nationaliteit verwerft, den staat van Belg verbeurt.

Tot in 1865, zelfs, verloor ieder Belg, die, zonder de toelating van den Koning, dienst nam in het leger van een vreemde natie of zich bij vreemde krijgskorpsen aansloot, den staat van Belg. Die bepaling, welke voorkwam in artikel 21 van het Code Napoleon, werd bij ons afgeschaft door de wet van 21 Juni 1865, die ter gelegenheid van de Mexikaansche expeditie werd uitgevaardigd. De Memorie van toelichting tot deze wet, liet o. m. gelden dat « ten aanzien van de plichten die ons door onze onzijdigheid worden opgelegd, deze beschikking, waardoor aan de Koninklijke macht wordt toegelaten Belgen te machtigen tot dienstneming in het buitenland, voor de Regeering vaak moeilijke en kiesche toestanden in 't leven roept door deze te plaatsen tusschen het verlangen om in zekere gevallen zeer rechtmatige verzuchtingen niet in den weg te staan, en de vrees, om zich, door het

bevorderen van die verzuchtingen, bloot te stellen aan het verwijt dat zij afbreuk doet aan het beginsel onzer neutraliteit.

Het wetsontwerp is aldus opgevat, dat de sanctie der vervallenverklaring met meer strengheid toegepast zou worden op Belgen door naturalisatie en op Belgen uit kracht van de wet, dan op Belgen door geboorte. De genaturaliseerde Belgen hebben inderdaad enkel aan een bijzondere daad van de wetgevende macht te danken, dat zij het voordeel der Belgische nationaliteit genieten. Indien er onder hen zijn die, na deze gunst te hebben aangevraagd en bekomen, vervolgens aan een vijandelijke mogendheid met het oog op of ter gelegenheid van den oorlog vrijwillig hulp hebben verleend, hebben deze lieden dan niet het bewijs geleverd dat zij het genoten voorrecht onwaardig zijn en zou het eigenlijk niet beleedigend zijn voor de natie hun een titel te laten behouden die zij zoo schaamteloos hebben miskend? Het zal hun vrij staan de banden met hun oorspronkelijk vaderland weder vast te knopen. Maar de Belgische natie zou ze niet langer onder haar aangenomen kinderen kunnen dulden.

Wat betreft de Belgen uit kracht van de wet, — en onder deze benaming begrijpe men niet alleen degenen die eene verklaring van nationaliteit ten gunste van België hebben afgelegd, maar ook diegenen die, op een gegeven oogenblik, aan de hand van eene of andere wetsbeschikking van rechtswege den staat van Belg hebben verworven — het is billijk dezen met de genaturaliseerden gelijk te stellen, aangezien zij, zooals deze laatsten, Belg geworden vreemdelingen zijn. Hebben zij in den loop van den oorlog hun aangenomen vaderland verraden, dan is het maar recht dat zij worden gestraft door uitzetting uit hunne Belgische nationaliteit. Daarenboven houdt de Regeering zich voor, een bijzonder wetsontwerp neder te leggen dat het vraagstuk der optie van nationaliteit door vijandelijke onderdanen zal regelen.

Wat de geboren Belgen betreft, te hunnen opzichte ook wordt in het ontwerp de vervallenverklaring der nationaliteit voorzien, doch enkel in uitzonderingsgevallen, die zijn : 1^o indien zij vrijwillig de nationaliteit van een vijandelijken staat hebben behouden, terugbekomen of verworven; 2^o indien zij vrijwillig tegen België of diens bondgenoten de wapens hebben opgenomen. Welke andere hulp ook zij vrijwillig aan een vijandelijke Mogendheid mochten hebben verleend, dit zal voor hen geen vervallenverklaring na zich slepen, maar het zal hen blootstellen aan een andere straf : de rechtbanken zullen, volgens den omvang en den ernst van hun misdrijf, en onverminderd, desnoods, de toepassing der strafwet, te hunnen laste en voor een tijd, dien zij nader zullen bepalen, de ontzetting kunnen uitspreken uit alle of uit zekere rechten opgesomd in artikel 31 van het Belgisch Strafwetboek van 1867, dit is van het recht :

1^o Om openbare ambten, betrekkingen of bedieningen te vervullen;

2^o Om te stemmen, te kiezen, gekozen te worden ;

3^o Om eenig ordeteeken of eenigen adellijken titel te dragen ;

4^o Om gezworene, deskundige, werkend of bevestigend getuige in akten te zijn ; om in rechte te getuigen, anders dan om er enkele inlichtingen te geven ;

5° Om deel uit te maken van eenigen familieraad, om geroepen te worden tot de bediening van voogd, toezienden voogd of curator, tenzij over hunne eigen kinderen en op het eensluidend gevoelen van den familieraad; alsook om de bedieningen van gerechtelijk raadsman of voorloopig beheerder te vervullen;

6° Om wapens te dragen, om deel te maken van de burgerwacht of te dienen in het leger.

Door aan de rechtbank het recht voor te behouden om het verval en de ontzetting van de in artikel 31 van het Strafwetboek van 1867 opgesomde rechten uit te spreken, sluit het ontwerp elke mogelijkheid van willekeur uit en waarborgt het tegensprekelijk onderzoek der feiten en der inzichten. Door het uitschakelen der rechtspleging van verzet en het bekorten van de termijnen voor hooger beroep en verbreking, heft het ontwerp den toestand van ongerustheid op die, op dat gebied, uit de langdurigheid der gedingen kan voortvloeien en verzekert het een spoedige en rechtvaardige eindbeslissing. Ten andere mocht men niet toelaten dat vervolgingen tot vervallenverklaring geruimen tijd na het einde van den oorlog werden ingespannen. Aldus zou over zekere persoonlijke toestanden voortdurend onrust heerschen. Dit wettigt den termijn van drie jaar, waarna de rechtsvordering niet meer ingesteld mag worden.

In beginsel treft de vervallenverklaring slechts één persoon. De omstandigheden kunnen er evenwel den rechter toe aanzetten, wanneer de vrouw en de kinderen regelmatig in de zaak betrokken werden, tot dezen den maatregel uit te breiden die haar man en hun vader treft. Bijaldien de rechtbanken niet meenden tot deze uitbreiding over te moeten gaan, moeten de rechtvaardigheid, alsmede de bezorgdheid om de eenheid der familie te bewaren, rekening doen houden met het geval dat de vrouw en de kinderen het lot van het hoofd des gezins zouden willen deelen. Het ontwerp voorziet dat zij de Belgische nationaliteit mogen afwijzen binnen één jaar na de einduitspraak, of, indien zij op dit oogenblik minderjarig zijn, na hunne meerderjarigheid. Overwegingen van gelijken aard moeten doen aannemen dat de minderjarige kinderen, wanneer zij ten volle 18 jaar oud zijn, aan het voordeel der nationaliteit, die hun vader heeft verloren, mogen verzaken. Is het noodig hieraan toe te voegen, dat de nieuwe Wetgeving onder andere ten gevolge zal hebben dat de personen, die den staat van Belg hebben verloren, zullen onderworpen zijn aan de bepalingen betreffende de vreemdelingen? Uit de nationale gemeenschap uitgesloten, kunnen zij er de voordeelen niet meer van opeischen. De Regeering kan deze lieden een bepaalde verblijfplaats ontzeggen, hun eene andere aanwijzen, en ze zonder eenige voorwaarde uit het Rijk verwijderen.

Dienaangaande behoort men op te merken dat, wanneer het besluit tot demobilisatie van het leger een einde zal hebben gesteld aan de toepassing van de besluit-wet van 12 Oktober 1918, de toestand der vervallenverklaarden, uit kracht van artikel 8, minder gunstig zal zijn dan die der andere vreemdelingen. Anders dan deze, zullen zij zich noch op artikel 1, noch op artikel 2 der wet van 12 Februari 1897, kunnen beroepen, terwijl de artikelen 3, 4 en 6 dezer wet op hen toepasselijk zijn.

De vervallenverklaarde kan uit kracht der artikelen 7, 8, 9 en 13 der wet van 8 Juni 1909 de Belgische nationaliteit niet verkrijgen of terugbekomen. Het mag inderdaad niet, dat hij de uitwerkselen der opgelopen veroordeeling kunne vrijdelen. Ten andere meenen wij dat het recht van de wetgevende macht dient voorbehouden, voor het geval — dat heel zeker eene uitzondering zal zijn — dat hij, die van den staat van Belg vervallen werd verklaard, op zulke besliste wijze blijken geeft van verbetering, dat de Natie niet weigeren zou hem terug in haar midden op te nemen. Deze bepaling kan ook een waarborg zijn voor het onrechtstreeksch slachtoffer van een misdrijf tegen de vaderlandsliefde, dat niet het lot wenscht te deelen van het hoofd des gezins in diens verval. In zulke gevallen heeft de wetgevende macht, doch zij alleen, het recht de requestanten in hunnen staat van Belg te herstellen, langs den gewonen weg der naturalisatie.

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

PROJET DE LOI

concernant la déchéance de la qualité de Belge et l'interdiction de certains droits civils et politiques.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont déclarés déchus de la qualité de Belge, par l'autorité judiciaire, sans préjudice de l'application de la loi pénale s'il y a lieu :

1° Les Belges par naturalisation et les Belges par l'effet de la loi qui ont volontairement :

a) conservé, recouvré ou acquis la nationalité d'une puissance ennemie ;

b) porté les armes contre la Belgique ou ses Alliés ou qui se sont soustraits à leurs obligations militaires en Belgique ;

WETSONTWERP

betreffende de vervallenverklaring van den staat van Belg en de ontzetting van zekere burgerlijke en politieke rechten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Van den staat van Belg worden door de rechterlijke overheid, onverminderd, zoo daartoe termen zijn, de toepassing der strafwet, vervallen verklaard :

1° Zij die door naturalisatie of krachtens de wet Belg zijnde, vrijwillig :

a) de nationaliteit van een vijandelijken staat hebben behouden, terugverkregen of verworven ;

b) tegen België of diens Bondgenooten de wapens hebben opgenomen of zich in België aan hun militaire verplichtingen hebben onttrokken ;

c) prêté assistance à une puissance ennemie en vue ou à l'occasion de la guerre.

2° Les Belges par naissance qui ont volontairement :

a) conservé, recouvré ou acquis la nationalité d'une puissance ennemie ;

b) porté les armes contre la Belgique ou ses Alliés.

ART. 2.

La déchéance de la qualité de Belge emporte de plein droit privation à perpétuité du droit :

1° de remplir des fonctions, emplois ou offices publics ;

2° de vote, d'élection, d'éligibilité ;

3° de porter aucune décoration, aucun titre de noblesse ;

4° d'être juré, expert, témoin instrumentaire ou certificateur dans les actes ; de déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements ;

5° de faire partie d'aucun conseil de famille, d'être appelé aux fonctions de tuteur ou curateur ou subrogé-tuteur si ce n'est de leurs enfants et sur l'avis conforme du conseil de famille, comme aussi de remplir les fonctions de conseil judiciaire ou d'administrateur provisoire ;

6° de port d'armes, de faire partie de la garde civique ou de servir dans l'armée.

ART. 5.

Peuvent, suivant la gravité des cas, être privés, perpétuellement ou pour une durée limitée qui ne sera pas inférieure à dix ans, de tout ou partie des droits énumérés à l'article qui

c) aan een vijandelijke mogendheid met het oog op of ter gelegenheid van den oorlog hulp hebben verleend.

2° De Belgen door geboorte die vrijwillig :

a) de nationaliteit van een vijandelijken staat hebben behouden, terug verkregen of verworven ;

b) tegen België of diens Bondgenooten de wapens hebben opgenomen.

ART. 2.

Hij die van den staat van Belg is vervallen verklaard verliest van rechtswege en levenslang het recht :

1° om openbare ambten, betrekkingen of bedieningen te vervullen ;

2° om te stemmen, te kiezen, gekozen te worden ;

3° om eenig ordeteeken of eenigen adellijken titel te dragen ;

4° om gezwoorene, deskundige, werkend of bevestigend getuige in akten te zijn ; om in rechte te getuigen, anders dan om er enkele inlichtingen te geven ;

5° om deel uit te maken van eenigen familierraad, om geroepen te worden tot de bediening van voogd, toeziend voogd of curator, tenzij over hunne eigen kinderen en op het eensluidend gevoelen van den familierraad ; alsook om de bedieningen van gerechtelijk raadsman of voorloopig beheerder te vervullen ;

6° om wapens te dragen, om deel uit te maken van de burgerwacht of te dienen in het leger.

ART. 5.

Kunnen, volgens de gewichtheid der gevallen, voor immer of voor een bepaalden tijd die niet minder mag zijn dan tien jaar, worden ontzet van alle of van een deel der in het vorig

précède, les Belges par naissance qui ont volontairement prêté assistance à une puissance ennemie en vue ou à l'occasion de la guerre.

ART. 4.

La déchéance est personnelle à celui qui l'a encourue. Toutefois elle peut, selon les circonstances, être étendue à la femme et aux enfants régulièrement mis en cause, soit par la même décision, soit par une décision ultérieure rendue dans les mêmes formes.

ART. 5.

La femme peut décliner la nationalité belge dans le délai d'un an à partir du jour où la décision portant déchéance de cette nationalité à l'égard du mari est devenue définitive. Si elle est mineure, le délai ne commencera à courir qu'à partir de sa majorité.

ART. 6.

La même faculté est reconnue aux enfants dans le même délai courant à partir de leur majorité. Les enfants mineurs seront admis à décliner la nationalité belge dès l'âge de 18 ans accomplis dans les conditions prévues par l'article 14 de la loi du 8 juin 1909.

ART. 7.

Les renonciations de nationalité sont faites conformément à l'article 15 de la loi du 8 juin 1909.

ART. 8.

Toute personne déchue de la nationalité belge peut sans autre condition

artikel opgesomde rechten, de Belgen door geboorte, die aan een vijandelijk staat vrijwillig hulp hebben verleend, met het oog op of ter gelegenheid van den oorlog.

ART. 4.

De vervallenverklaring treft alleen den persoon die haar oploopt. Zij kan nochtans naar omstandigheden worden uitgebreid tot de vrouw en de kinderen die, hetzij door dezelfde beslissing, hetzij door eene latere beslissing, in denzelfden vorm uitgesproken, regelmatig in de zaak betrokken werden.

ART. 5.

De vrouw kan de Belgische nationaliteit afwijzen binnen het jaar ingaande met den dag waarop de beslissing tot vervallenverklaring van deze nationaliteit ten aanzien van den echtgenoot onherroepelijk is, geworden. Indien zij minderjarig is, gaat die termijn eerst met hare meerderjarigheid in.

ART. 6.

Hetzelfde recht is aan de kinderen toegekend binnen denzelfden tijd ingaande met hunne meerderjarigheid. Aan de minderjarige kinderen is toegestaan, zoodra zij ten volle 18 jaar oud zijn, de Belgische nationaliteit af te wijzen in de voorwaarden voorzien bij artikel 14 der wet van 8 Juni 1909.

ART. 7.

Verzaking aan nationaliteit geschiedt overeenkomstig artikel 15 van de wet van 8 Juni 1909.

ART. 8.

Elke persoon, die van de Belgische nationaliteit vervallen werd verklaard,

être contrainte par le Gouvernement de s'éloigner d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu déterminé ou même de sortir du Royaume. Les articles 3, 4 et 6 de la loi du 12 février 1897 sur les étrangers lui sont applicables.

ART. 9.

Celui qui a encouru la déchéance ne peut recouvrer la qualité de Belge que par la naturalisation.

ART. 10.

La déchéance et la privation de tout ou partie des droits énumérés à l'article 2 sont prononcées par le Tribunal civil de première instance du domicile de l'intéressé ou, à défaut de domicile actuel connu, de son dernier domicile ou de sa résidence.

ART. 11.

La poursuite est intentée d'office par le Procureur du Roi.

ART. 12.

La procédure se fait en chambre du Conseil. Elle a lieu comme en matière sommaire, le ministère d'un avoué étant facultatif pour l'intéressé. Les preuves qui seront ordonnées par jugement se font suivant les règles établies en matière correctionnelle.

ART. 13.

Les jugements sont prononcés à l'audience publique. Ils sont signifiés

kan, zonder eenige andere voorwaarde, door de Regeering worden gedwongen zich van eene zekere plaats te verwijderen, in eene bepaalde plaats verblijf te houden en zelfs het rijk te verlaten. De artikelen 3, 4 en 6 der wet van 12 Februari 1897 betreffende de vreemdelingen, zijn op hem toepasselijk.

ART. 9.

Hij die de vervallenverklaring heeft opgelopen kan alleen door naturalisatie den staat van Belg terugbekomen.

ART. 10.

Over de vervallenverklaring en de ontzetting van alle of van zekere in artikel 2 opgesomde rechten wordt uitspraak gedaan door de burgerlijke rechtbank van eersten aanleg van de woonplaats van den betrokkene of, bij gebrek aan bekende woonplaats op het oogenblik van het geding, van diens laatste woonplaats of diens verblijfplaats.

ART. 11.

De vervolging wordt van ambtswege door den Procureur des Konings ingesteld.

ART. 12.

De rechtspleging heeft plaats in de Raadkamer. Zij geschiedt zooals in sommere zaken, de betrokkene hebbende het recht zich al dan niet door een pleitbezorger te doen bijstaan. Het bewijs, bij vonnis te gelasten, wordt bijgebracht volgens de in boetstrafelijke zaken voorgeschreven regelen.

ART. 13.

De vonnissen worden in openbare terechtzitting uitgesproken. Zij wor-

à la requête du Procureur du Roi. Ils ne sont pas susceptibles d'opposition.

ART. 14.

L'appel est ouvert à l'intéressé et au ministère public contre le jugement définitif.

ART. 15.

L'appel de l'intéressé est notifié, dans le mois de la signification du jugement, au ministère public près la Cour qui doit connaître de l'appel; ce délai est augmenté de deux mois si l'intéressé réside à l'étranger. L'appel du ministère public près le tribunal qui a rendu le jugement est notifié dans le mois de la prononciation.

ART. 16.

L'arrêt est signifié à la requête du ministère public. Le pourvoi en cassation est formé contre l'arrêt définitif et suivant les règles établies en matière civile, mais dans les délais fixés par l'article 15 de la présente loi.

ART. 17.

Les décisions définitives sont publiées par extrait au *Moniteur belge*.

Il en est aussi fait mention en marge de chacun des doubles du registre spécial contenant soit le procès-verbal d'acceptation de naturalisation, soit le procès-verbal de déclaration de nationalité.

den beteekend op de vordering van den Procureur des Konings. Zij zijn niet vatbaar voor verzet.

ART. 14.

De betrokkene en het openbaar ministerie kunnen tegen het eindvonnis in hooger beroep komen.

ART. 15.

Gaat de betrokkene in hooger beroep, dan wordt dit binnen eene maand na de beteekening van het vonnis bekend gemaakt aan het Openbaar ministerie bij het Hof dat van het hooger beroep kennis moet nemen; verblijft de betrokkene in het buitenland, dan wordt die termijn met twee maanden verlengd. Wordt het hooger beroep ingesteld door het Openbaar ministerie bij de rechtbank die het vonnis uitsprak, dan wordt dit binnen eene maand na de uitspraak bekend gemaakt.

ART. 16.

Het arrest wordt beteekend op de vordering van het Openbaar ministerie. Voorziening in cassatie wordt tegen het eindarrest ingesteld volgens de in burgerlijke zaken voorgescreven regelen, maar binnen de bij artikel 15 dezer wet bepaalde termijnen.

ART. 17.

De eindbeslissing wordt bij uittreksel in het *Staatsblad* openbaar gemaakt.

Zij wordt eveneens vermeld op den rand van elk exemplaar van het duplo gehouden bijzonder register bevattende hetzij het proces-verbaal van aanvaarding der naturalisatie, hetzij het proces-verbaal van nationaliteitsverklaring.

ART. 18.

Nulle action basée sur la présente loi ne pourra être introduite plus de trois ans après la publication de celle-ci.

Donné à Bruxelles, le 28 juin 1919.

ART. 18.

Geen rechtsvordering op grond van deze wet kan nog ingesteld worden drie jaar na de afkondiging der wet.

Gegeven te Brussel, den 28ⁿ Juni 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

EMILE VANDERVELDE.

